



Les recensions de l'Académie de juillet 2026¹

Despotismes orientaux : du proche à l'extrême / sous la direction de Anne Cheng et Henry Laurens ; avec la collaboration de Sanchit Kumar
Éd. Maisonneuve & Larose nouvelles éditions, 2025
Cote : 70.083

Nous avons déjà présenté la recension en 2024 d'un ouvrage dirigé par Anne Cheng et Henry Laurens, du même éditeur, consacré à la *Violence politique* en Asie Centrale et Extrême. Ce nouveau volume rassemble les textes de treize contributeurs ayant participé au Colloque sur le thème des *Despotismes orientaux* dans ces mêmes régions au Collège de France en juin 2024 (p.7).

Henry Laurens, pour lequel le terme *despotisme* est utilisé aujourd'hui dans la contestation d'un certain nombre de régimes arabes et musulmans (p.11), cite l'article *Despotisme* rédigé par le Chevalier de Jaucourt dans l'Encyclopédie de 1751 : « Dans l'Empire mahométan, c'est de la religion que les peuples tirent principalement le respect qu'ils ont pour leur prince » (p.23).

Pierre Briant (Collège de France) estime que les observateurs, voyageurs, archéologues, philosophes et historiens ont associé le terme de despotisme à l'empire perse achéménide (p.30). Ainsi, l'historien Arnold Heeren (1760-1842) de l'École de Göttingen, compare Alexandre, héros de liberté et de progrès, à son contre-exemple Darius (p.31) ; pour lui, les Perses différaient des États civilisés d'Europe par la nature du despotisme asiatique qui entretient l'éternel esclavage des pays les plus beaux, les plus riches, les plus fertiles de la terre (p.33). Heeren rapproche les Turcs de son temps des Perses antiques car ils montrent combien il est difficile de forcer l'Asiatique à moitié nomade de s'assujettir à la discipline (p.35). L'historiographie assimilera constamment l'un à l'autre ces deux Empires despotiques (p.37).

Emmanuelle Tixier du Mesnil (Université Paris Nanterre) rappelle que les Grecs caractérisaient le système politique des Perses et autres Asiatiques comme despotique, thème repris par les Européens pour stigmatiser le sultan ottoman (p.43). Les analyses des observateurs occidentaux résidant en Orient portent sur les dérives du pouvoir autocratique (p.46) qui n'est pas de servir le bien commun mais d'assouvir ses désirs (p.47). Quant à l'importance de la faveur du prince, il a accrédité en Occident l'idée fausse d'une société de cour sans noblesse et donc sans contrepoids au pouvoir souverain (p.50) car il y a entre Occident latin et monde islamique une culture philosophique et politique en partage née de la réception commune de l'héritage aristotélicien (p.53).



Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).
Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



Catherine Volpilhac-Auger (ENS de Lyon) rappelle qu'avec *L'Esprit des Lois*, rompant avec Aristote, Montesquieu invente le despotisme en tant que concept politique (p.59) apparaissant comme un processus dont sont menacés les gouvernements les plus solides et les plus éclairés comme les États du Pape, pourtant monarque élu (p.60), Charles XII roi de Suède, la Russie, les empires mahométans (p.63) et la Chine (p.75). Seuls les climats tempérés permettent un flux et un reflux de liberté (p.67).

Hugo Toudic (Sorbonne Université) montre comment Montesquieu voit la Russie, qui, selon lui, n'a cessé de s'étendre militairement et interdit à ses habitants de voyager à l'étranger pour que les mœurs restent pures (p.80). Il se sert de la Russie comme d'une mise en garde pour l'Europe. Le « despotisme éclairé » est une chimère politique (p.82). La Russie est-elle condamnée à faire partie de l'Asie despotique ou à être rattachée à l'Europe, question encore aujourd'hui posée (p.83) ? Une autorité despotique n'est jamais légitimement employée selon Montesquieu (p.92) pour lequel, le problème russe ne réside pas dans son peuple mais dans l'attitude de ses dirigeants (p.97).

Eugénie Mérieau (Université Panthéon Dauphine) évoque la fascination de l'Europe du XVIII^e siècle pour le Siam et son évocation dans la modélisation du despotisme oriental dans *L'Esprit des Lois* (p.129) qui est l'absence de droit, la servitude et l'arbitraire royal (p.133). Simon de Loubère, en mission au Siam en 1687 constate « Les Siamois n'osent presque ouvrir la bouche sur quoi que ce soit dans leur pays » (p.135). Au XIX^e siècle, pour le frère J.B. Pellegoix « le roi y est craint et respecté presque comme un dieu » (p.143). En 1985, la traduction de *L'Esprit des Lois* rend disponible en langue thaïe pour sa traductrice l'affirmation de relativisme culturel et l'idée d'une démocratie « à la thaïe » (p.155).

Anne Cheng (Collège de France), compte-tenu de la situation politique actuelle en Chine, cite le jugement de Montesquieu « La Chine est un État despotique dont le principe est la crainte » (p.261). *L'Esprit des Lois* a été largement diffusé à travers de multiples traductions en Asie au milieu du XIX^e siècle et a exercé une influence considérable sur les institutions politiques du Japon à l'époque Meiji, où en 1868 sera proposée une séparation entre les trois pouvoirs » (p.264), et de la Chine à partir de 1900 (p.262). La République de Chine en 1912 adopte le constitutionnalisme de Montesquieu de préférence à la révolution qui représente la modernité (p.273). Dans la Chine surpuissante actuelle, on préfère promouvoir une alternative post-confucéenne (p.278).

Sabine Dullin (Sciences Po Paris) revient sur le nœud crucial entre autocratie et empire dans la longue durée de l'histoire du pouvoir en Russie (p.283). La monarchie russe a puisé dans des sources de sacralité et des filiations extérieures, l'héritage du Basileus byzantin et des princes varègues de la Rus' de Kiev. Mais le système militaire par lequel elle s'impose en Europe est aussi un système de servitude généralisée de sa population (p.184). Au XIX^e siècle, la multinationalité du continent euroasiatique se cimenterait dans une loyauté verticale au tsar autocrate et à sa bureaucratie chargée de lever les impôts (p.294). Au XX^e siècle, le programme marxiste d'origine européenne mais bolchevique apparut très vite marqué par la différence radicale et l'exceptionnalité (p.295).



Enfin, de Lénine à Poutine, la dénonciation de l'impérialisme occidental et l'expansion russo-soviétique toujours légitimée apparaissent comme des auxiliaires rhétoriques fondamentaux pour cimenter la société russe derrière son despote (p.298). Mais les scénarios du pouvoir poutinien empruntant à l'orthodoxie, à la slavophilie et à l'eurasisme développent une grande part de kitsch et d'artifice (p.305).

L'orientaliste Anquetil-Duperron (1731-1805), éditeur du *Zend Avesta*, publie en 1778 *Législation Orientale*, considérée comme une critique de la thèse de Montesquieu en prenant ses exemples dans les empires ottoman, safavide et moghol (p.107), où il soutient qu'il existe une opinion publique à travers les gazettes de la Cour du souverain, les codes généraux en parallèle avec les ouvrages de droit occidentaux et la différenciation entre propriétés privées et propriété universelle du Grand Moghol (p.110). Dans ce débat d'économie politique (p.114), Anquetil-Duperron montre sa volonté de privilégier l'observation au détriment des savoirs livresques (p.115), ainsi de la dimension savante de la Cour indienne, de l'éducation du Prince (p.116), de la richesse et de la diversité des archives, des bibliothèques, des écoles publiques. La publication des *Upanishads* en 1801 (p.121) lui donne l'occasion de rassembler les traditions hindouistes et musulmanes soufies dans une religion monothéiste secrète adoptée par une élite indienne (p.122).

Eddy Dufourmont (Université Bordeaux Montaigne) enquête sur la traduction et l'usage de *L'Esprit des Lois* dans le Japon des années 1874-1889 (p.164). Le Japon avait déjà connu ses propres versions du déterminisme géographique fondées sur les conceptions chinoises du Yin et du Yang (p.166). Le politologue Kato Hiroyuki (1836-1916) cite Montesquieu qui situe l'origine de la liberté dans les forêts de Germanie afin d'associer la liberté à une tendance naturelle des Européens (p.172). Montesquieu, qui affirme que l'atrocité du caractère japonais est la cause de la rigueur des lois japonaises (p.180), apparaît au Japon associé à la démocratie et au principe de séparation du pouvoir (p.210).

Haun Saussy (Université de Chicago) décrit le tour du monde entamé par Kang Youwei (1858-1927), Chef de Gouvernement déchu de l'Empire Qing (p.221). Pour lui, la géographie, le climat, le passé ne présentent que des conditions a priori, c'est la volonté d'adaptation qui indique les possibilités à venir (p.229). Il faut donc dessiner un schéma commun de développement qui comporte des sorties vers l'autocratie et vers la démocratie représentative (p.230).

Pablo Blitstein (EHESS Paris) rapporte la création d'une « Chine nouvelle » (p.233) à la fin des années 1880 (p.237) par Kang Youwei à l'intention des migrants chinois en Amérique latine. Le projet échoua au Brésil et fut repris au Mexique (p.239) en se basant sur le rôle des entreprises industrielles et financières de la diaspora (p.241) dans la structuration du projet (p.240) afin d'arracher le marché chinois aux puissances (p.242). Les réflexions de Kang au cours des années 1900 sur le despotisme politique se confondent avec le despotisme d'entreprise (p.249). Les révolutions mexicaine de 1910 et chinoise de 1911 anéantirent ce projet (p.257).



Dima Alsajdeya (Collège de France) analyse l'exemple de l'Autorité palestinienne comme un cas hybride d'autoritarisme selon les modes de gouvernance autoritaire dans les pays arabes (p.312). Le Régime de Mahmoud Abbas s'appuie sur le parti politique hégémonique Fatah et met en place un contrôle centralisé des appareils sécuritaires, accompagné d'un haut degré de coordination avec Israël (p.313). On observe, après plus de trois décennies d'existence de l'A.P., sa pratique autoritaire du pouvoir pour renforcer sa polarisation sur la scène politique palestinienne et contrôler l'opposition pour l'anéantir (p.321). L'A.P. est soutenue en armes et financièrement par les États-Unis, Israël, la Jordanie, l'Égypte (p.327).

Le lecteur trouvera à la fin de chaque communication une bibliographie toujours copieuse.

Christian Lochon